

Luc Boltanski

# RENDRE LA RÉALITÉ INACCEPTABLE

À propos de  
« La production de l'idéologie dominante »



© Éditions Demopolis, 2008  
24, rue du Champ-de-l'Alouette  
75013 Paris

ISBN: 978-2-35457-023-1

## L'existence des classes sociales comme cause à défendre

Je voudrais revenir quelques instants sur la question des classes sociales. Un ouvrage collectif publié en 2004 s'appelle: *Le Retour des classes sociales*<sup>1</sup>. C'est donc bien qu'elles avaient disparu, sinon de la réalité, au moins de l'espace de représentation, ordinaire, politique mais aussi sociologique du monde social. Rétrospectivement, le parti qui était le nôtre, celui de mettre les classes sociales au cœur de la problématique sociologique, peut être interprété comme une anticipation de cette disparition et comme une intuition de la fragilité de ce mode de manifestation des différences et des inégalités. La division de la société en classes sociales, le fait que ce principe de classification et ce facteur d'inégalités l'emportaient sur les autres, se présentait aussi pour nous comme une *cause*, la cause des classes sociales, dont il fallait assurer la défense contre ceux qui en niaient l'importance ou en prédisaient la fin comme pour mieux les effacer de la perception collective, les rendre invisibles (cf. dans le Dictionnaire: « Il est frappant de voir la société s'orienter vers une

structure sans classe», phrase lapidaire tirée d'un ouvrage de M. Poniatowski).

Dans les années 1970, le sentiment de classe (plutôt que la « conscience de classe » car cette expérience du monde n'était pas nécessairement associée immédiatement à l'idée de lutte) constituait une façon ordinaire, banale, de considérer la vie sociale. En témoignent, notamment, des films (par exemple ceux de Claude Sautet) et des romans (par exemple ceux de Jean-Patrick Manchette), les BD (par exemple celles dont Pierre Christin était le scénariste) qui connurent une large audience dans ces années-là et qui mettent en scène des relations entre personnes (de mépris, de distance, d'amour, de rejet, etc.) médiatisées par leur appartenance et aussi, ou surtout, par leur origine de classe, comme si la classe sociale constituait le marqueur principal permettant aux personnes d'identifier les autres et de se doter d'une identité. La classe se voyait, se sentait, dans les manières, le corps, la façon de parler, les goûts et les dégoûts. L'accent mis sur la classe était donc indissociablement politique et psychologique, de l'ordre de la statistique et de l'ordre du « vécu », du plus subjectif et du plus objectif. La statistique fondée sur l'équivalence de classe (particulièrement dans sa traduction administrative au moyen des « catégories socioprofessionnelles » de l'INSEE) permettait de dévoiler les inégalités dans la

répartition des biens privés ou publics et de montrer que les réussites ou les échecs ne se distribuaient ni au hasard ni en fonction de capacités individuelles (comme le voulait l'idéologie de la méritocratie) mais selon des chances collectives d'accès. Le roman, ou la sociologie par l'intermédiaire de l'entretien, permettaient de dévoiler les effets de ces déterminations structurelles sur l'expérience personnelle et de décrire la façon dont les personnes vivaient les blessures suscitées par le mépris de classe dont elles faisaient l'objet<sup>2</sup>.

Ces schèmes n'avaient rien d'abstrait. Ils étaient profondément ancrés dans les catégories ordinaires de perception du monde social – comme en témoigne, par exemple, la recherche que j'ai menée avec Laurent Thévenot à la fin des années 1970 et au début des années 1980, qui portait sur les capacités cognitives engagées par les acteurs pour se repérer dans le monde social et pour identifier socialement, en termes de classes sociales, les partenaires avec lesquels ils entraient en interaction. Nous y montrions comment cette capacité prenait appui à la fois sur une sémantique ancrée dans l'expérience ordinaire et sur une intériorisation des catégories socioprofessionnelles utilisées dans les descriptions administratives et statistiques<sup>3</sup>.

Mais tandis que dans la plupart des cadres professionnels, associatifs, amicaux ou même fami-

*Rendre la réalité inacceptable*

liaux, cette façon d'identifier c'est-à-dire, indissociablement, de juger les autres, était le plus souvent mise en œuvre de façon implicite, notamment parce qu'il était devenu de moins en moins acceptable de mépriser ostensiblement les membres des classes « inférieures » (ce qui n'était pas le cas quelques dizaines d'années auparavant), en sorte qu'elle se manifestait en actes et en parole mais sans faire l'objet d'un retour réflexif, elle était, dans notre groupe, maniée de façon explicite. Chacun s'y présentait aux autres, et à soi-même, non pas tant avec sa classe d'appartenance (car nous appartenions tous plus ou moins à la même classe) qu'avec son origine sociale. Il n'était pas rare de se voir reprocher par ses proches telle ou telle conduite, par exemple au cours d'une réunion, attribuée à la trace laissée dans son langage, dans ses manières ou dans son corps par l'origine de classe et interprétée comme la manifestation d'une volonté inconsciente (ou d'une « intention objective ») de se distinguer en tirant parti, de façon illégitime, d'avantages (ou de désavantages trop ostensiblement manifestés) renvoyant à une manière d'être héritée et non à des propriétés acquises par le truchement du travail, c'est-à-dire aussi du travail sur soi. La réflexivité sociologique était donc maniée comme s'il s'agissait d'une morale et parfois détournée à des fins répressives. Comme dans une société supposée parfaite

(c'est-à-dire, je pense, dans notre esprit, parfaitement juste parce que les différences précédant l'entrée dans le groupe s'y seraient trouvées effacées, pour céder la place à des écarts dépendant uniquement de l'œuvre accomplie), les inégalités imputées à l'origine sociale devaient être explicitement prises en charge, de manière à être neutralisées. Aussi les « handicaps » de classe devaient-ils être compensés et les « avantages » de classe diminués de façon à ne pas se transformer en privilèges. Cette vision du monde en était arrivée à nous paraître à peu près normale c'est-à-dire à la fois ajustée à l'expérience, inscrite dans les dispositifs de la réalité et conforme aux résultats des recherches sociologiques. Aussi avons nous tous plus ou moins adopté l'attitude consistant à juger les autres en mettant en œuvre une sémiologie reposant sur l'origine de classe sans réaliser que nous prenions ainsi une posture dans laquelle on peut voir, rétrospectivement, un reliquat des pires pratiques qu'avait inspiré le genre de moralisme associé à la diffusion d'un marxisme mal compris véhiculé dans les milieux communistes ou dans les cercles maoïstes dont nous souhaitions pourtant rester à distance.

Mais, aujourd'hui, la question n'est plus tant de savoir si cette insistance mise sur la différence de classe dans le cadre des relations interpersonnelles

*Rendre la réalité inacceptable*

était réaliste ou excessive, que celle de comprendre comment le sentiment de classe a pu atteindre une telle force, une telle évidence et s'estomper en l'espace de si peu de temps. La raison principale à la fois de l'importance accordée aux classes sociales dans les années 1960-1970 et de leur disparition dans les années 1980-1990 me semble devoir être cherchée dans leur relation au politique et, particulièrement, à l'État. Les classifications en termes de classes ont dans les années 1960-1970 une grande prégnance notamment du fait de leur reconnaissance par l'État. Ce sont, en ce sens, des classifications légitimes. Ce que l'on a appelé l'État Providence emprunte au corporatisme des années 1930 l'idée selon laquelle la société est divisée en classes complémentaires et que cette division doit être reconnue par l'État. Par rapport au corporatisme s'ajoute toutefois l'acceptation du caractère potentiellement conflictuel de la relation entre classes. Cette complémentarité n'est pas organique, elle ne va pas de soi en sorte qu'une lutte entre classes est légitime à condition qu'elle s'opère par des moyens pacifiques et qu'elle soit encadrée et contrôlée par l'État. L'État est l'arbitre de la lutte entre les classes, entre lesquelles il favorise une juste redistribution des gains de productivité. Mais, en même temps, l'horizon demeure celui d'une société « sans » classes, au sens où la mobilité sociale par l'école doit, progressivement,



assurer l'établissement d'un ordre social réellement méritocratique dans lequel toutes les places seraient également accessibles à tous (l'égalité des chances), selon un modèle de marché ouvert.

L'officialisation de la notion de classe et sa reprise par l'État Providence pose particulièrement deux problèmes. Le premier tient à la double nature du concept qui est à la fois descriptif (il doit permettre d'ordonner et de décrire des systèmes de différences) et normatif. Ces différences reposant sur des répartitions inégales, une société qui se donne un idéal égalitaire doit viser leur disparition ou leur diminution. Un second problème concerne le caractère positif ou négatif de la description et la difficulté de stabiliser un même langage de description pour parler des classes supérieures et des classes populaires. Dans le cas des classes situées en bas de la hiérarchie la description tend à prendre un aspect surtout négatif ou privatif. Il faut en effet, pour conformer la description à l'exigence d'une société égalitaire, mettre l'accent sur ce dont ces classes sont privées (d'éducation, d'accès aux biens culturels, de mobilité, de propriété, de droits, etc.). Mais, en même temps, une description purement négative tend à accentuer la dépossession dont ces classes font l'objet. Il faut donc aussi introduire des éléments positifs, par exemple sous la forme de valeurs de classes (le travail, la solidarité, le courage, etc.).

*Rendre la réalité inacceptable*

Dans le cas des classes supérieures le problème est inverse. Une description purement factuelle tend à mettre l'accent sur les dimensions positives. N'est-ce pas surtout dans ces classes que se recrutent les « élites » c'est-à-dire ceux dont la contribution au bien commun se donne pour maximum (grands patrons, hauts fonctionnaires, savants, artistes, etc.). Il faut donc rééquilibrer la description en montrant ce que la réussite *individuelle* des membres de « l'élite » doit au travail et, plus généralement, au sacrifice *collectif* des membres des classes populaires. Des classes populaires laborieuses et désireuses de s'élever et des classes supérieures modestes et justes (vertueuses) constituent donc l'idéal vers lequel ce genre de société doit tendre. C'est aussi la raison pour laquelle on admet que ceux qui sont en bas puissent se revendiquer comme une classe – puisque chacun étant démuné il est légitime qu'ils s'associent pour accroître leur force collective –, tandis que l'on n'attend pas de ceux qui sont en haut qu'ils réaffirment constamment leur identité de classe (ce qu'ils ne font d'ailleurs très généralement pas). En effet, reconnaître qu'ils composent une classe reviendrait à reconnaître que la valeur accordée à chacun des membres de « l'élite », pris individuellement, n'est pas liée à ses mérites ou à ses capacités mais à la force qu'il doit de son association avec d'autres de son espèce, à leur connivence. C'est pourquoi la

représentation dans l'État des membres des classes supérieures ne peut se faire que sous la forme d'une représentation des professions ou des corps.

Dans les années 1960-1970, le genre de société de classes dont je viens de donner une grossière image se trouve non seulement incorporé à des dispositifs mais est aussi déposé dans les catégories mentales des personnes et jusque dans leurs affects. Ces classes ne sont pas, ou pas seulement, des classes *en soi* au sens de la formation d'ensembles homogènes sur la base de divisions objectives (quel que soit le critère utilisé pour les constituer) ni, moins encore, des classes *pour soi*, au sens du marxisme (des classes en luttes). Ce sont des classes d'État et des classes pour l'État. Mais elles sont, comme c'est le plus souvent le cas des classifications d'État, dans une relation de détermination réciproque avec la réalité.

Cette inscription de la classe dans l'État doit beaucoup à la conjoncture historique des années 1936-1960 et, particulièrement, d'une part à la compromission d'une bonne partie de la bourgeoisie avec le fascisme et, d'autre part, à l'action du parti communiste. D'un côté la bourgeoisie a appris du corporatisme – l'idéologie officielle des régimes fascistes – que la référence aux classes n'était pas illégitime, ni surtout dangereuse, si ces classes étaient pacifiées par leur intégration à l'État. De l'autre la fraction de la bourgeoisie qui s'était trop

*Rendre la réalité inacceptable*

compromise avec le fascisme s'est résignée, comme pour faire oublier ses erreurs politiques passées, à accepter comme plus ou moins valable, en tout cas inévitable, l'insistance mise par la gauche sur les inégalités de classes et sur la nécessité de les rendre moins patentes. Quant au parti communiste il exerce, alors, une double action sur l'État en tant qu'il lui est à la fois extérieur et intérieur. Il lui est extérieur en tant qu'il constitue une menace et qu'il redouble la menace que représente, en situation de guerre froide, le bloc de l'Est. C'est largement cette menace qui incite l'État Providence à reconnaître les classes et même, dans une certaine mesure, la lutte des classes. Mais il lui est aussi intérieur au sens où il est intégré au système politique, pèse sur les élections, contrôle un grand nombre de municipalités et joue un rôle important dans les politiques locales, mais aussi au sens où beaucoup de membres des appareils de l'État (et, notamment, des enseignants) en font partie. Or le rôle politique du parti communiste se joue peut-être d'abord sur le plan des catégories de perception du monde social qui sont diffusées par des intellectuels et des artistes (et cela même après qu'ils aient quitté le Parti comme ce fut le cas de nombre d'entre eux après 1956). La dynamique alimentée par la position à la fois extérieure et intérieure du PC a certainement joué un rôle important dans l'internalisation des classes

sociales dans l'État. Et c'est cette internalisation qui a contribué à leur conférer une légitimité et à les inscrire dans la réalité en tant qu'elle est objet de représentation. Les classes sociales sont une évidence du fait de l'existence des catégories socio-professionnelles et de leur utilisation par le Plan et par la comptabilité nationale, par la sociologie puis par les publicitaires et les spécialistes du marketing. Mais aussi du fait des conventions collectives, des grilles de classification, et des relations qu'elles entretiennent avec le système scolaire, et, plus généralement, du fonctionnement de l'ensemble des dispositifs comportant une représentation syndicale.

Mais c'est dans une large mesure la même logique qui permet de comprendre l'effacement (la disparition) rapide des classes sociales dans les années 1980-1990. D'une part, cet effacement est le résultat des déplacements du capitalisme durant la période, dont l'effet a été d'accroître les inégalités tout en rendant plus difficile leur identification en tant qu'inégalités collectives, du fait, notamment, de l'individualisation des conditions d'emploi, de la transformation des grilles (grilles à critères classants), du changement des appellations (par exemple « opérateur » remplaçant « ouvrier »), de la multiplication des travailleurs à statut différents sur un même site, etc<sup>4</sup>. Mais l'effet de ces déplacements, dont une des visées était de diminuer le niveau de

critique dont le capitalisme faisait l'objet, aurait sans doute été moindre si la robustesse des classes sociales n'avait pas reposé surtout sur leur reconnaissance par l'État. C'est en effet surtout en s'appliquant aux points d'intersection du capitalisme et de l'État (où se placent notamment les systèmes de classification et les dispositifs de représentation) que les transformations du capitalisme ont rendu possible le double mouvement d'accroissement des inégalités et d'affaiblissement de la présence des classes sociales. Il faut pourtant constater que, tandis que le « second esprit » du capitalisme (celui qui suit la crise des années 1930) était associé à une formule d'État incluant les classes sociales, le développement de son « nouvel esprit », au cours des années 1980-1990, n'a pas eu pour conséquences une diminution du poids relatif de l'État mais la mise en place d'une nouvelle formule d'État dont la notion même de classe sociale était absente.

Il faut ajouter que ce changement n'aurait pu s'opérer de façon aussi rapide et aussi profonde sans deux phénomènes concomitants. D'une part, la désyndicalisation qui est également, au moins pour une grande part, le résultat des déplacements du capitalisme, mais qui a pris la forme d'un mécanisme auto entretenu par un effet de spirale, les travailleurs étant de moins en moins enclins à se syndiquer à mesure que l'efficacité des syndicats

diminuait et cela d'autant plus que la répression antisyndicale directe augmentait dans les entreprises<sup>5</sup>. D'autre part, l'affaiblissement rapide du PC, associé, pour une large part, à l'implosion des pays socialistes et aussi, en France, aux stratégies du parti du même nom, qui ont rendu inopérants d'un côté ses effets de menace (auxquels personne ne croyait plus particulièrement après la modération du PC en 1968 et dans la décennie qui a suivi) et, d'autre part, ses effets de légitimation, qu'une meilleure connaissance de la situation réelle des classes populaires dans les pays de l'Est ne rendait plus crédible.

On peut penser que le « retour des classes sociales », s'il parvient à se réaliser, prendra des formes très différentes de celles qui ont caractérisé les années 1950-1970 et cela pour au moins deux raisons. D'une part du fait d'un affaiblissement de la confiance mise dans l'État; d'autre part du fait de la défiance croissante à l'égard des organisations politiques qui, comme ce fut le cas du PC, prenaient appui sur l'appartenance de classe pour chercher à orienter la totalité de la vie de leurs membres, dans toutes ses dimensions, publiques ou privées, professionnelles et intimes. L'incorporation des classes sociales dans l'État a été, dans un passé récent, à la fois un élément de stabilisation et un facteur de fragilité. Ainsi, par exemple, la reconnaissance rela-

tive des syndicats, qui était une conquête des luttes passées et qu'il ne s'agit donc pas de déplorer, a eu aussi pour effet de réduire les revendications acceptables à celles qui pouvaient s'articuler directement au droit du travail, c'est-à-dire à un format légal. L'un des résultats de ce processus de légalisation de la protestation a été la difficulté à reconnaître et à prendre en charge de nouveaux facteurs d'inégalité et de nouvelles formes d'exploitation et aussi celui de réduire le « répertoire » des formes de protestation – pour parler comme l'historien Charles Tilly<sup>6</sup> – et de l'empêcher de se renouveler. On peut penser ainsi que les classes sociales en train de se reconstituer et, notamment, celles qui prennent appui sur une expérience commune de la précarité, si elles parviennent à s'organiser, ne chercheront pas nécessairement dans l'État un recours ultime ou une source de reconnaissance et de légitimité, mais le traiteront comme une ressource parmi d'autres susceptible d'aider à la survie quotidienne par l'intermédiaire des redistributions publiques. Elles échapperont ainsi peut-être à la nationalisation et retrouveront l'esprit de l'internationalisme qui avait inspiré le mouvement ouvrier à ses origines.

Du côté de la relation au politique, tout semble indiquer que ces travailleurs précarisés selon des modalités différentes (qui sont en passe de devenir la majorité) refusent désormais l'adhésion complète



à une organisation ou à un parti ayant la prétention de projeter toutes les formes d'exploitation sur une base de classe. Ils ont appris – et on peut espérer que la diffusion des nouvelles sociologies y a contribué<sup>7</sup> – à envisager leur propre condition et leur identité *sous différents rapports* et, par conséquent, à participer à des formes de mobilisations différentes selon le rapport envisagé – en tant qu'ils ont une activité professionnelle, en fonction de leur genre, de leur identité ethnique, en tant que terriens soucieux pour eux et pour leurs enfants d'empêcher un désastre écologique, etc. Et c'est aussi parce qu'ils envisagent la vie sous différents rapports, qu'ils reconnaissent les tensions ou les contradictions entre ces différentes dimensions sans nécessairement chercher à toute force à les résoudre, et qu'ils ont perdu la confiance dans l'État nation qui a marqué toute l'histoire du xx<sup>e</sup> siècle, qu'ils n'attendent plus qu'un parti leur promette la « prise du pouvoir », entendu comme étant la conquête de l'appareil de l'État. Comment vouloir s'emparer de quelque chose dont on ne sait plus bien en quoi il consiste, qui le détient ni où il se trouve ?